

3 janvier 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'aide de la France aux pays touchés par le raz de marée en Asie du Sud et sur les priorités de la politique gouvernementale, à Paris le 3 janvier 2005.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et messieurs les ministres,

J'ai été sensible, Monsieur le Premier ministre, mon cher Jean-Pierre, aux vœux que vous venez de m'adresser, en votre nom personnel et au nom du Gouvernement.

Je souhaite à chacune et à chacun d'entre vous une très heureuse année 2005. Ces vœux, je vous demande de les partager avec vos familles, vos proches et l'ensemble de vos collaborateurs qui se dévouent au service de la République.

Il y a une semaine, une catastrophe d'une ampleur exceptionnelle a frappé les pays de l'Océan indien. Face à ce drame nos compatriotes font preuve d'une extraordinaire générosité à laquelle je veux rendre hommage. Le Gouvernement et les services publics se sont mobilisés pour apporter aide et secours aux populations victimes ainsi qu'à nos compatriotes qui se trouvaient sur place et à leurs familles. Je salue particulièrement l'engagement, depuis la première heure, de toutes celles et de tous ceux qui participent à ces actions, agents de l'Etat, des services publics et des collectivités territoriales, mais aussi bénévoles et collaborateurs de nos associations humanitaires.

Nous devons continuer à tout mettre en oeuvre pour venir en aide à nos compatriotes, pour porter assistance par tous les moyens aux familles et aux proches des personnes disparues et pour assurer la recherche et l'identification des victimes.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à la fois aux difficultés d'acheminement des secours et de l'aide alimentaire et à des risques d'épidémie qu'amplifient la désorganisation des infrastructures causée par les dévastations.

Je vous demande de mobiliser tous les moyens civils, militaires et de santé dont dispose l'Etat pour continuer à répondre à ces urgences en adaptant, jour après jour, nos interventions à l'évolution de la situation et des besoins.

Et au-delà de l'urgence, nous devons travailler activement à la mise en place, aux niveaux européen et mondial, de systèmes permanents de prévention, d'alerte et de secours, ainsi qu'à la reconstruction et au rétablissement de l'activité économique dans des régions en grande partie détruites par ce cataclysme.

Depuis deux ans et demi, l'action du Gouvernement a permis de rétablir les sécurités essentielles, de sauvegarder nos systèmes sociaux et de renforcer notre cohésion nationale.

La France est en initiative. Son économie se porte mieux. C'est le fruit du dynamisme des Françaises et des Français dans un environnement économique nettement amélioré par l'action du Gouvernement.

Dans tous les domaines, vous avez démontré votre capacité de réformes.

J'attends de vous que vous vous consacriez pleinement à la mise en oeuvre et à la réussite des réformes engagées.

J'attends aussi du Gouvernement qu'il se porte sur de nouveaux projets essentiels pour l'avenir : l'école, la recherche, l'enseignement supérieur, la politique industrielle.

Et j'attends de chacune et de chacun d'entre vous un engagement sans faille au service de cette

... grande ambition qu'est l'Europe.

Le travail que vous avez devant vous est au moins aussi important que le travail législatif que vous avez conduit. Vous le savez, les réformes ne sont pas achevées du seul fait qu'elles ont été votées.

En matière de sécurité, l'action poursuivie depuis 2002 a indiscutablement porté ses fruits. Elle doit être amplifiée en mettant particulièrement l'accent sur la sécurité à l'école, sur la lutte contre l'immigration clandestine, sur la prévention de la délinquance.

Par ailleurs, dans le monde instable que nous connaissons, le combat contre le terrorisme continuera à exiger une vigilance et une mobilisation de chaque instant.

En matière sociale, nous avons trois défis à relever.

D'abord, l'emploi et la mise en oeuvre du plan de cohésion sociale. Le contrat d'avenir devra être proposé aux bénéficiaires de minima sociaux, sur tout le territoire, dès le début de cette année.

L'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi et l'amélioration des droits des Français à la formation, à la reconversion et au reclassement exigent qu'une forte impulsion soit donnée à la modernisation du service public de l'emploi.

Ensuite, l'application dans toutes leurs composantes de la réforme des retraites et de la réforme de l'assurance maladie : le Gouvernement doit en particulier mettre en oeuvre le droit à l'information des Français sur leur retraite. Il doit veiller à la mise en place dans de bonnes conditions du nouveau parcours de soins et au lancement du dossier médical partagé pour que chaque Français puisse en bénéficier dès 2007.

Enfin, la création effective de la cinquième branche de notre protection sociale et la mise en place des nouveaux droits pour les personnes handicapées : le droit à la compensation du handicap, la garantie de ressources, l'accessibilité. J'y attache, vous le savez, une importance essentielle.

En matière économique, parmi toutes les initiatives que vous aurez à prendre pour encourager une forte croissance, vous devrez notamment mener à son terme l'importante réforme de la taxe professionnelle engagée l'an dernier. C'est en effet, la compétitivité de notre industrie qui est en jeu. Il faudra le faire naturellement en garantissant les ressources des collectivités territoriales et en étroite concertation avec leurs représentants.

Enfin, l'année 2005 sera celle de l'adoption définitive de la Charte de l'Environnement.

Vous vous mobiliserez cette année sur de nouveaux projets, déterminants pour l'avenir.

D'abord l'école.

Dans la compétition des nations, la formation des Françaises et des Français est leur principale richesse. L'éducation et la formation tout au long de la vie sont essentielles pour qu'ils acquièrent la maîtrise des qualifications de demain.

C'est dans la durée que la réforme de l'enseignement déploiera tous ses effets : acquisition des savoirs fondamentaux par tous les élèves, recul de l'échec scolaire, apprentissage de la citoyenneté, accès aux technologies nouvelles, maîtrise d'au moins une langue étrangère par tous... Les volets les plus importants de cette réorientation profonde du système éducatif devront se mettre en place dès la rentrée 2005.

La réforme de notre politique universitaire et de recherche est également capitale. La France doit renouer avec la tradition d'excellence scientifique et technique qui a toujours contribué à son rayonnement intellectuel et économique.

L'avenir, c'est aussi le renouveau de notre ambition industrielle et technologique. Dans des domaines aussi porteurs de compétitivité et d'emploi que les technologies de l'information, les biotechnologies ou le développement durable, les grands projets que nous lancerons dès cette année seront le fer de lance de l'économie française pour les prochaines décennies.

2005 sera l'année de la Constitution européenne. Une année décisive pour l'Europe.

Dans un instant, le premier Conseil des ministres de l'année va lancer le processus constitutionnel qui conduira au référendum du printemps prochain.

Notre choix est d'abord celui d'un idéal : l'Europe, c'est la réconciliation et la paix, c'est la liberté et la démocratie, c'est un modèle de société auxquels les Français sont tous profondément attachés.

Mais c'est tout autant le choix de la raison et de l'intérêt national, celui qui donne à notre pays les meilleures chances. L'Europe nous rend plus forts. Grâce à elle, nous pouvons faire bloc pour relever les défis de la mondialisation. Elle permet à la France de peser davantage. Elle assure à l'activité des Françaises et des Français de vastes débouchés. Elle leur donne pour l'avenir les meilleures perspectives d'emploi.

En 2005, la France, avec ses partenaires, engagera de profondes évolutions. La réorientation en faveur de la jeunesse des politiques européennes. La réforme du pacte de stabilité. Une impulsion nouvelle à la politique économique européenne pour qu'elle soit tout entière dédiée à la croissance et à l'emploi. La poursuite de la construction de l'Europe de la Défense. L'affirmation d'une Europe de la culture.

Chacun d'entre vous devra s'impliquer personnellement au service de ce grand dessein européen qui doit rassembler les Françaises et les Français au-delà de tous les clivages, politiques ou traditionnels.

Voilà, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres. Vous connaissez les enjeux et les objectifs de l'action et vous connaissez aussi les règles et les disciplines qui s'imposent au Gouvernement sous l'autorité du Premier ministre.

Je vous souhaite une réussite pleine et entière dans l'exercice des lourdes charges que vous assumez au service des Françaises et des Français. Ils attendent beaucoup de vous. Je suis sûr que vous saurez vous montrer à la hauteur de leur exigence en poursuivant l'action avec efficacité, autorité et dévouement.

Je vous remercie.